

Cote du document:	EB 2009/97/R.26/Rev.1
Point de l'ordre du jour:	11 d) iv)
Date:	15 septembre 2009
Distribution:	Publique
Original:	Espagnol

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt aux États-Unis du Mexique pour le

Projet de développement forestier à assise communautaire dans les États du sud (Campeche, Chiapas et Oaxaca)

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-septième session
Rome, 14-15 septembre 2009

Pour: **Approbat**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Ladislao Rubio

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2575
courriel: l.rubio@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du projet	iv
Résumé du financement	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	6
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	7
Annexe	
Convenio de financiación (Accord de financement)	8
Appendices	
I. Documentos básicos de referencia (Principaux documents de référence)	1
II. Marco lógico (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

CONAFOR	Commission nationale des forêts
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
PROCYMAF	Projet de conservation et de gestion durable des ressources forestières

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur des États-Unis du Mexique pour le projet de développement forestier à assise communautaire dans les États du sud (Campeche, Chiapas et Oaxaca), telle qu'elle figure au paragraphe 37.

Mexico

Area del Proyecto de Desarrollo Comunitario Forestal en los Estados del Sur (Campeche, CHIapas y Oaxaca)



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte de la zone du projet

États-Unis du Mexique

Projet de développement forestier à assise communautaire dans les États du sud (Campeche, Chiapas et Oaxaca)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	États-Unis du Mexique
Organisme d'exécution:	Commission nationale des forêts (CONAFOR)
Coût total du projet:	18,53 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	3,2 millions de DTS (équivalant approximativement à 5 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
Cofinanceur:	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
Montant du cofinancement:	5 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Don
Contribution de l'emprunteur:	7,04 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,49 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Supervision:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt aux États-Unis du Mexique pour le projet de développement forestier à assise communautaire dans les États du sud (Campeche, Chiapas et Oaxaca)

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Les grands axes du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) de novembre 2007, qui reposent sur les résultats de l'évaluation du programme de pays du FIDA (avril 2006), sont les suivants: i) créer des sources de revenus durables et des emplois stables pour les populations rurales pauvres des zones défavorisées; ii) accroître l'efficacité et l'efficacité des dépenses publiques; et iii) renforcer les capacités institutionnelles grâce à la mise au point de méthodologies permettant de transposer et d'appliquer à plus grande échelle les stratégies de développement qui ont donné de bons résultats. Conformément au COSOP, le FIDA concentrera son attention sur les États du sud et sur les groupes extrêmement vulnérables qui ont un accès limité à la terre, comme les peuples autochtones et les femmes.
2. Ce projet répond à la requête présentée au FIDA par la Coordination générale du projet Méso-Amérique¹ pour le développement de la filière forestière. Dans ce cadre, la Commission nationale des forêts (CONAFOR), chargée de la politique forestière nationale, sera responsable de la mise en œuvre du projet sur la base d'une stratégie en faveur des pauvres. Cette initiative fait sienne les principaux enseignements tirés des opérations du FIDA s'agissant: i) des mécanismes de ciblage et d'intégration des populations rurales pauvres, en facilitant leur accès aux ressources publiques; ii) des instruments de systématisation et de gestion des savoirs; iii) des méthodologies de planification participative basées sur la demande; et iv) du renforcement des capacités de mise en réseau et de mobilisation des différentes parties prenantes.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

3. Il est proposé que le FIDA accorde aux États-Unis du Mexique un prêt d'un montant de 3,2 millions de DTS (équivalant approximativement à 5 millions d'USD), à des conditions ordinaires, pour contribuer au financement du projet de développement forestier à assise communautaire dans les États du sud (Campeche, Chiapas et Oaxaca). Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, et sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt de référence déterminé par le Fonds.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

4. L'allocation annuelle fixée pour le Mexique au titre du SAFP est de 25,32 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP (2007-2009).

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

5. La dette extérieure du Mexique est gérée conformément à une politique financière rigoureuse et le pays a la capacité d'absorber et de rembourser le prêt. Le Mexique a bénéficié de sept prêts du FIDA, approuvés entre 1980 et 2005, pour un montant total de 110,65 millions de DTS (soit en moyenne 15,8 millions de DTS par prêt).

¹ Qui relève du Ministère des affaires étrangères.

Flux de fonds

6. Les ressources destinées à la mise en œuvre du projet seront affectées au budget annuel de la CONAFOR – approuvé par le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles en sa qualité de coordonnateur sectoriel –, d'une manière jugée acceptable par le FIDA. Le Ministère des finances et du crédit public autorise et dépose les ressources budgétaires sur le ou les comptes détenus par la CONAFOR auprès de banques commerciales. La *Nacional Financiera* (NAFIN) agira en qualité d'agent financier du gouvernement en vertu d'un contrat dont le mandat est agréé par le FIDA. La CONAFOR fournira à la *Nacional Financiera* les pièces justificatives relatives aux dépenses effectuées afin que celle-ci effectue les décaissements correspondants du prêt du FIDA. En fonction des besoins, un compte spécial pourra être ouvert auprès de la Banque centrale du Mexique, selon des modalités jugées acceptables par le FIDA.

Modalités de supervision

7. Conformément aux dispositions de l'accord de financement, le projet sera directement supervisé par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

8. Des décaissements pourront être effectués pour les dépenses engagées avant la date d'entrée en vigueur de l'accord, à hauteur d'un montant total équivalant à 500 000 USD. En outre, du fait des exigences opérationnelles, des caractéristiques du projet et de la législation mexicaine, les sections 7.05 b), 8.05 and 9.03 c) ne sont pas applicables à l'accord de financement; la date de valeur des décaissements coïncidera avec la date à laquelle le montant est crédité sur le compte de l'emprunteur; le plan de travail annuel (PTA) sera présenté au plus tard trente (30) jours après le début de chaque exercice financier; le rapport final sera présenté au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la date de clôture du financement; l'emprunteur conservera les registres et les documents pendant au moins cinq (5) ans suivant la date d'achèvement du projet et conservera également les comptes et les registres pendant au moins cinq (5) ans suivant la date de clôture du financement.

Gouvernance

9. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du prêt du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) des audits annuels indépendants seront réalisés conformément aux normes internationales d'audit et aux directives du FIDA en la matière; ii) un système d'audit technique des plans gérés par les bénéficiaires sera mis en place; et iii) la supervision sera assurée directement par le FIDA.

C. Groupe cible et participation**Groupe cible**

10. Le projet bénéficiera directement à 18 000 ménages (dont 25% sont dirigés par une femme) qui vivent en situation de pauvreté et d'extrême pauvreté dans des zones défavorisées des États du Campeche, du Chiapas et de l'Oaxaca. Le groupe cible est principalement constitué de peuples autochtones (76% de la population visée).

Méthode de ciblage

11. La stratégie de ciblage axée tant sur la population que sur la zone géographique, dans le droit fil de la politique du FIDA, met à profit les enseignements tirés des projets du Fonds dans le pays. Il s'agit notamment d'établir une distinction entre *ejidos* (terres de domaine communautaire) et communautés agricoles, et entre *avecindados* (membres des communautés dépourvus de droits fonciers), femmes, jeunes et populations sans droits agricoles.

Participation

12. Les mécanismes de participation sont les suivants: i) planification participative des activités en vue de renforcer les capacités d'organisation et de production; ii) participation aux processus de sélection et d'évaluation des plans de renforcement et d'investissement; iii) passation directe des marchés de services techniques; et iv) suivi et évaluation participatifs, y compris évaluation des services techniques.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

13. Le projet contribuera à améliorer les possibilités de revenus et les conditions de vie des communautés forestières particulièrement marginalisées, par le biais d'activités productives économiquement rentables et durables susceptibles de prévenir et d'atténuer les effets du changement climatique. De plus, il contribuera à renforcer l'efficacité et l'efficacités des dépenses de la CONAFOR en facilitant l'accès des bénéficiaires aux ressources publiques. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: i) renforcer les capacités de la population bénéficiaire s'agissant d'organisation, de gestion et de planification, afin de promouvoir leur participation aux activités de gestion et de conservation des ressources naturelles, de commercialisation et d'atténuation du changement climatique; ii) encourager la création d'entreprises productives viables, afin d'améliorer les revenus et les conditions de vie des bénéficiaires ainsi que la mise en œuvre de projets forestiers visant à prévenir et à atténuer les effets du changement climatique; et iii) renforcer la CONAFOR, afin que ses programmes parviennent à toucher les populations les plus marginalisées, qu'elle utilise ses ressources économiques de manière plus efficace et plus efficiente, et qu'elle encourage une gestion axée sur les résultats et la création de savoirs.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

14. L'un des objectifs du projet est d'accroître l'efficacité des dépenses publiques de la CONAFOR grâce à l'élaboration de méthodologies permettant de faciliter l'accès des familles pauvres à ses programmes et ressources de manière transparente et équitable et contribuant à la gestion des savoirs. Le projet renforcera également la stratégie nationale sur le changement climatique et facilitera sa mise en œuvre.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

15. Le FIDA mène des opérations au Mexique depuis près de 30 ans, au cours desquels il a surtout mis au point des stratégies de ciblage des populations les plus défavorisées et les plus vulnérables. Le programme de pays compte actuellement trois projets en cours d'exécution, qui portent sur les grands axes identifiés dans le COSOP 2007.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

16. Le projet s'inscrit dans le droit fil de la politique publique et des objectifs stratégiques de développement du secteur forestier au Mexique, à savoir réduire l'exclusion et promouvoir la compétitivité dans ce secteur, comme il ressort: i) du programme sectoriel pour l'environnement et les ressources naturelles 2007-2012; ii) du programme stratégique forestier 2030; et iii) du programme institutionnel de la CONAFOR 2007-2012. Le projet est également en harmonie avec le projet de développement forestier du bassin du Golfe du Mexique, mis en œuvre dans le cadre du projet Méso-Amérique.
17. De plus, la politique sur le changement climatique repose sur des accords internationaux, le plan de développement national, le programme sectoriel pour l'environnement et les ressources naturelles 2007-2012, la stratégie nationale de 2007 sur le changement climatique et le programme spécial sur le changement climatique 2008-2012.

Harmonisation avec les partenaires du développement

18. Les modèles proposés par le projet s'agissant de l'aide aux communautés forestières les plus défavorisées permettront d'échanger des données d'expérience avec des projets complémentaires, en particulier: i) le programme *ProÁrbol*, principal instrument opérationnel de la CONAFOR pour l'utilisation des ressources budgétaires; et ii) le projet de conservation et de gestion durable des ressources forestières (PROCYMAF), pour le développement forestier à assise communautaire, financé en partie par la Banque mondiale pendant 12 ans et qui, depuis 2009, est mis en œuvre avec les ressources de la CONAFOR.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

19. Les composantes du projet sont au nombre de trois: i) renforcement des capacités en matière d'organisation, de planification et de gestion au niveau local ainsi que d'atténuation du changement climatique (64%); ii) projets et initiatives dans le secteur forestier (29%); et iii) renforcement institutionnel et administration (7%).

Catégories de dépenses

20. Cinq catégories de dépenses seront financées par le FIDA: i) biens; ii) formation; iii) accords et contrats de services; iv) investissements, commerces et activités productives; et v) dépenses de fonctionnement. Aux termes d'un accord préliminaire conclu avec la Fondation Ford, celle-ci financera les activités de gestion des savoirs.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

21. Les principaux partenaires d'exécution sont les organisations communautaires et les groupes de bénéficiaires, les prestataires de services techniques ainsi que les institutions publiques². La Coordination générale de la production et de la productivité de la CONAFOR, au niveau central, et ses bureaux régionaux dans les États concernés, par l'entremise d'un coordonnateur, seront chargés de la mise en œuvre du projet.

Responsabilités en matière d'exécution

22. Au niveau national, la coordination technique et financière du projet relèvera du Bureau de la sylviculture communautaire, lequel dépend à son tour de la Coordination générale de la production et de la productivité de la CONAFOR. Au niveau de l'État, le projet sera mis en œuvre par les unités opérationnelles d'État dudit bureau, composées d'experts en développement forestier et dans d'autres domaines en rapport avec le projet. Outre les questions administratives, ces unités seront chargées des aspects techniques, stratégiques, budgétaires et programmatiques.

Rôle de l'assistance technique

23. Le projet reposera sur une stratégie d'assistance technique souple, différenciée en fonction du niveau de développement organisationnel des groupes de bénéficiaires. Il s'alignera sur les besoins de ces groupes, formulés dans les plans relatifs au renforcement des capacités et aux activités économiques. Le projet fera appel à divers prestataires de services (universités, ONG, spécialistes) pour la formation, la fourniture de services techniques et la gestion des savoirs. La Fondation Ford, qui possède une riche expérience en matière de foresterie à assise communautaire, apportera sa contribution dans des domaines stratégiques et techniques.

² Y compris les administrations des États et des municipalités, le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, le Ministère de l'agriculture, du développement rural, de la pêche et de l'alimentation, le Ministère du développement social et la Commission nationale pour la promotion des peuples autochtones.

Situation des principaux accords d'exécution

24. Outre l'accord de financement, le projet passera des contrats pour la fourniture de services techniques, en particulier avec la Fondation Ford, si la participation de celle-ci se confirme.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

25. Le coût total du projet est de 18,53 millions d'USD. Les principales sources de financement sont: le FIDA (27%), le gouvernement (38%), le Fonds pour l'environnement mondial (27%) et les bénéficiaires (8%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

26. La stratégie est destinée à améliorer l'exploitation des produits forestiers ligneux et non ligneux par les bénéficiaires, en mettant en place des activités de foresterie et d'agroforesterie viables et durables. Par ailleurs, le projet mènera des activités pour mettre en œuvre la stratégie nationale sur le changement climatique et appuiera les microentreprises, complémentaires au développement forestier, en particulier s'agissant des femmes, des *avecindados* et des autres bénéficiaires sans droits agricoles.

Viabilité économique et financière

27. Soixante-dix-huit pour cent des ressources du projet seront affectées à des activités de renforcement des capacités au niveau local et à des activités productives, notamment des mesures spécifiques d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. Des activités économiques seront mises en œuvre dans le cadre de plans locaux, après analyse systématique de leur viabilité économique et financière. Le modèle de simulation de création d'activités économiques par les familles a donné la preuve de la rentabilité des investissements à financer. La valeur actuelle nette de l'ensemble des investissements est positive, avec un taux de rentabilité interne de 23,7%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

28. Le projet disposera d'un responsable de la gestion des savoirs qui, au sein de l'unité de suivi-évaluation du Bureau de la sylviculture communautaire, sera chargé de systématiser et d'institutionnaliser les enseignements tirés d'interventions novatrices de développement. La CONAFOR, en collaboration avec les prestataires de services et les bénéficiaires ainsi qu'avec d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales, devrait prendre part à ces processus de création et de diffusion des savoirs.

Innovations en matière de développement

29. Les innovations du projet sont les suivantes: i) amélioration de la stratégie de ciblage de l'État en faveur des pauvres grâce à la mise en place d'une méthodologie permettant aux groupes de ruraux pauvres d'accéder aux ressources publiques; ii) instauration de partenariats avec le secteur privé, y compris des entreprises forestières à assise communautaire plus développées, afin de dynamiser les activités productives et de favoriser l'intégration des petits producteurs aux marchés; iii) renforcement du rôle joué par la gestion des ressources forestières dans l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires; iv) promotion de stratégies et de mesures opérationnelles permettant aux groupements d'intérêt au sein des noyaux agraires (*ejidos* et communautés) de se livrer à des activités productives tout en renforçant la structure interne de ces noyaux agraires ou localités; et v) adoption de mesures concrètes, y compris au niveau local, visant à lutter contre les effets du changement climatique et à recueillir des données qui viendront renforcer la stratégie nationale dans ce domaine.

Approche d'élargissement

30. Le projet comprend des activités de systématisation destinées à favoriser la transposition et l'application à plus grande échelle des expériences qui ont donné de bons résultats. La stratégie du projet, qui met à profit les enseignements tirés du programme *ProÁrbol* et du PROCYMAF, sera mise en œuvre dans les zones où vivent les populations les plus défavorisées des États du Campeche, du Chiapas et de l'Oaxaca, où la présence du secteur public est limitée. L'intégration des bénéficiaires sera progressive, de manière à ce que la CONAFOR puisse ajuster son intervention en fonction de l'analyse des résultats antérieurs.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

31. Les risques auxquels sera confronté le projet concernent: i) la capacité des institutions à prendre en main le projet, risque qui sera atténué grâce à la participation de la CONAFOR à toutes les phases de la conception et à l'exécution du projet par le Bureau de la sylviculture communautaire, avec le concours de spécialistes; ii) la continuité de la stratégie de développement sectoriel de la CONAFOR, qui privilégie la sylviculture communautaire comme l'un des moteurs du développement; iii) les risques liés aux marchés, qui seront atténués grâce au recensement des possibilités, sur la base de l'analyse des filières et du potentiel productif au niveau local; et iv) les risques pour l'environnement. Pour atténuer les risques associés à la conversion des forêts en terres agricoles, le projet formera les bénéficiaires aux techniques de gestion forestière et agroforestière durable, ce qui leur permettra de valoriser les biens et services environnementaux au sein des écosystèmes.

Classification environnementale

32. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir un effet préjudiciable important sur l'environnement. Au contraire, grâce aux mesures prises pour lutter contre les effets du changement climatique, le projet aura un impact positif à court terme et pourrait bien contribuer de manière significative au renforcement de la politique environnementale et de son impact sur le terrain.

K. Durabilité

33. Le projet encouragera la mise en œuvre d'activités économiques satisfaisant aux critères de durabilité environnementale et de viabilité économique à long terme. Le renforcement des capacités des bénéficiaires et des prestataires de services permettra une consolidation du capital social local et une meilleure intégration aux marchés. La stratégie de durabilité, dont la conception bénéficiera du soutien de la Fondation Ford, comprendra le renforcement des capacités des organisations à assise communautaire, la systématisation des résultats obtenus et l'instauration de partenariats public-privé.

II. Instruments juridiques et autorité

34. Un accord de financement entre les États-Unis du Mexique et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
35. Les États-Unis du Mexique sont habilités, en vertu de leurs lois, à recevoir un financement du FIDA.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera aux États-Unis du Mexique un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à trois millions deux cent mille droits de tirages spéciaux (3 200 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Kanayo F. Nwanze
Le Président

Convenio de financiación negociado: Proyecto de Desarrollo Comunitario Forestal en los Estados del Sur (Campeche, Chiapas y Oaxaca)

(Negociaciones concluidas el 8 de septiembre de 2009)

Número del Préstamo: _____

Proyecto de Desarrollo Comunitario Forestal en los Estados del Sur (Campeche, Chiapas y Oaxaca) (el "Proyecto")

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

Los Estados Unidos Mexicanos, por conducto de la Secretaría de Hacienda y Crédito Público ("SHCP") (el "Prestatario")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos conforman colectivamente el Convenio: el presente documento, la Descripción del Proyecto y las Disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2) y las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009 (las "Condiciones Generales").
2. Las Condiciones Generales en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.
3. El Fondo proporcionará un Préstamo al Prestatario (la "Financiación"), que el Prestatario utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. El monto del préstamo es de 3 200 000 Derechos Especiales de Giro (DEG).
2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias.
3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el dólar de los Estados Unidos.
4. El Ejercicio Financiero aplicable será del 1º de enero al 31 de diciembre de cada año.

5. Los pagos del capital y los intereses serán pagaderos cada 1º de junio y 1º de diciembre. El capital será pagadero en 30 plazos semestrales comenzando 3 años después de la fecha de cumplimiento de las condiciones generales previas para el retiro de los fondos. En dicho momento el Fondo comunicará al Prestatario el calendario de amortización correspondiente.

6. El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto, proporcionará financiación de contrapartida suficiente para el logro de los objetivos del Proyecto.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto del Prestatario será la Comisión Nacional Forestal (CONAFOR).

2. El Agente Financiero del Prestatario será Nacional Financiera, S.N.C. (NAFIN).

3. El Prestatario, a través de la CONAFOR, en acuerdo con el Fondo, llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales.

4. La Fecha de Terminación del Proyecto será el quinto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

El Préstamo será administrado y el Proyecto será supervisado por el Fondo.

Sección E

1. Se considera que es motivo adicional para la suspensión del presente Convenio que cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Proyecto hayan sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación sin el acuerdo previo del Fondo, y éste haya determinado, previa consulta con el Prestatario, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido, o es probable que tenga, consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.

2. Se considera que es condición general adicional previa para el retiro de fondos que el Prestatario haya entregado al Fondo un ejemplar debidamente firmado del Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto.

3. a) Las siguientes disposiciones de las Condiciones Generales no se aplican al presente Convenio: i) Sección 7.05 b); ii) Sección 8.05; y iii) Sección 9.03 c).

b) Las siguientes disposiciones son excepciones a las Condiciones Generales: i) la Fecha de valor de los retiros coincidirá con la fecha de depósito en la cuenta del Prestatario (Sección 4.06); ii) el POA será presentado a más tardar treinta (30) días después del inicio de cada Ejercicio Financiero (Sección 7.01 b), ii); iii) el Informe Final se presentará a más tardar noventa (90) días después de la Fecha de Cierre de la Financiación (Sección 8.04); iv) el Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto mantendrá registros y documentación durante al menos cinco (5) años siguientes a la fecha de terminación del Proyecto (Sección 8.01); y v) el Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto, conservará las cuentas y registros por al menos cinco (5) años siguientes a la Fecha de Cierre de la Financiación (Sección 9.01).

4. Se indican a continuación los representantes designados:

Por el Fondo:

Por el Prestatario:

Fondo Internacional de Desarrollo
Agrícola

Titular de la Unidad de Crédito Público
Secretaría de Hacienda y Crédito
Público,

5. Se indican las direcciones que han de usarse para el intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio.

Por el Fondo:

Por el Prestatario:

Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

Titular de la Unidad de Asuntos
Internacionales de Hacienda,
Secretaría de Hacienda y Crédito
Público,
Palacio Nacional, Edificio 12, Piso 2
Colonia Centro
C.P. 06000
México, Distrito Federal

El presente Convenio, de fecha [insertar fecha], se ha preparado en idioma español en seis (6) ejemplares, tres (3) de los cuales son para el Fondo y los otros tres (3) para el Prestatario.

Por el Fondo

[insertar nombre y cargo]

Por el Prestatario

[insertar nombre]

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

IV. Descripción del Proyecto

Población-objetivo. El Proyecto está dirigido a la población que vive en condiciones de pobreza y de pobreza extrema de localidades forestales marginadas de los estados de Campeche, Chiapas y Oaxaca (comunidades y ejidos, ejidatarios y comuneros y pobladores sin derechos agrarios).

38. *Objetivo.* El objetivo general del Proyecto es contribuir a mejorar las condiciones de vida de los habitantes de zonas forestales en pobreza y pobreza extrema mediante el desarrollo de actividades productivas sustentables que coadyuven y promuevan la reducción de los efectos del cambio climático y sus impactos negativos. También ayudará a mejorar la eficiencia y efectividad del gasto de la CONAFOR, facilitando el acceso por parte de los beneficiarios a los recursos públicos.
39. *Objetivos específicos.* Los objetivos específicos del Proyecto son: i) consolidar las capacidades de organización, gestión y planeación para promover la participación de los beneficiarios en actividades sobre manejo y conservación de recursos naturales y combate al cambio climático, ii) impulsar la creación de negocios productivos sostenibles que mejoren los ingresos y las condiciones de vida de los beneficiarios e impulsar proyectos para prevenir y mitigar los impactos del cambio climático; y iii) apoyar a la CONAFOR para que sus programas lleguen a la población más marginada, mejore su eficiencia e impacto en la aplicación de sus recursos.
40. *Género.* Se definirán acciones específicas en el Manual de Operaciones incorporando la estrategia de género en todos los aspectos del Proyecto. Además, el Proyecto promocionará la formación y consolidación de grupos de mujeres, con el objetivo de fortalecer sus capacidades y generar actividades económicas específicas.
41. *Componentes.* Los componentes del Proyecto son:

Componente I: Fortalecimiento de las capacidades para la organización, planeación, gestión local y cambio climático.

El objetivo de este componente es fomentar y fortalecer la capacidad organizativa de la población objetivo para generar herramientas de planeación en actividades productivas y gestión de recursos económicos que impulsen procesos de desarrollo local comunitario y contribuyan al combate del cambio climático.

Los detalles de las actividades específicas y el mecanismo de asignación de estos apoyos estarán incluidos en el Manual de Operaciones del Proyecto.

Componente II. Proyectos y negocios forestales

Tiene como objetivo generar opciones de empleo e ingreso mediante la promoción de inversiones y negocios que respondan a iniciativas social, ambientalmente viables y económicamente rentables del proceso productivo forestal y demás actividades vinculadas al desarrollo rural. También se apoyará la instrumentación de

proyectos enfocados a la participación en mercados y actividades que prevengan y mitiguen el cambio climático y otros servicios ambientales.

42. Los detalles de las actividades específicas y el mecanismo de asignación de estos apoyos estarán incluidos en el Manual de operaciones del Proyecto.

Componente III. Fortalecimiento institucional y administración

Este componente apoyará actividades relacionadas con la ejecución del Proyecto. Considera acciones estratégicas para ejecutar el Proyecto (definición y aplicación de metodologías, capacitación, equipamiento, estudios y evaluaciones), así como acciones de difusión, instrumentación de un sistema de seguimiento, evaluación y gestión del conocimiento.

43. Los detalles de las actividades específicas y el mecanismo de ejecución estarán incluidos en el Manual de Operaciones del Proyecto.

V. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable del Proyecto

La CONAFOR asume la responsabilidad general de la ejecución del Proyecto como se detalla en el Manual de Operaciones y en el presente Convenio.

La *CONAFOR* asume las funciones generales de: i) coordinar la ejecución del Proyecto, ii) realizar actividades de planeación y presupuestación; iii) coordinar la participación y sinergia de sus áreas vinculadas con el Proyecto; iv) preparar las solicitudes de desembolsos de los recursos de la financiación; v) fortalecer el sistema de seguimiento y evaluación del proyecto; y vi) Presentar al Fondo, a través de NAFIN, el Manual de Operaciones.

Las características operativas, la estructura organizacional y las funciones específicas para garantizar el logro de los objetivos del Proyecto estarán descritas en el Manual de Operaciones.

2. Agente Financiero y Convenios de Ejecución

Agente Financiero. Nacional Financiera, S.N.C. (NAFIN) es una banca de desarrollo que actuará como Agente Financiero del Prestatario para los propósitos de este Préstamo, llevando a cabo actividades de coordinación con el Fondo y sus funciones específicas estarán definidas en el Contrato de Mandato y de Ejecución del Proyecto e incluirá, entre otras, solicitar el retiro de fondos de la Cuenta del Préstamo.

El Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto. Será formalizado entre la Secretaría de Hacienda y Crédito Público, NAFIN y CONAFOR, en el que se especificarán las responsabilidades y atribuciones de las partes con respecto a la ejecución y supervisión del Proyecto y la administración del Préstamo.

Otros Convenios. De la misma manera y de acuerdo con los requerimientos de cada componente, la CONAFOR determinará la conveniencia de celebrar convenios específicos de colaboración para la ejecución del Proyecto con las instituciones públicas y privadas.

3. Manual de Operaciones del Proyecto

La CONAFOR ejecutará el Proyecto conforme al presente Convenio y al Manual de Operaciones que contiene, entre otros, los siguientes temas: i) Marco Legal y Normativo; ii) Marco Institucional; iii) Descripción del Proyecto; iv) Implementación; v) Procedimientos para la contratación de servicios de consultoría y adquisición de bienes; vi) Presupuesto y Flujo de Recursos; vii) Estructura Operativa; viii) Gestión del Conocimiento, Seguimiento y Evaluación, ix) Funciones y responsabilidades del equipo técnico, sus perfiles, el proceso para su contratación, y la modalidad de supervisión y evaluación de sus funciones; x) Funciones de la CONAFOR; xi) Operación, funciones específicas y estructura del área responsable de la ejecución del Proyecto de la CONAFOR; xii) Modalidades de coordinación a nivel estatal; xiii) Periodicidad y plazo de entrega de informes de avance y el informe final; y xiv) Estrategia de género.

Si fuera necesario, la CONAFOR, a través de NAFIN, podrá proponer modificaciones al Manual de Operaciones, que serán efectivas solamente tras su aprobación y previa no objeción del Fondo.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.* a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos del Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en DEG)	Porcentaje
I. Bienes	15 000	100% de los gastos totales sin impuestos
II. Capacitación	315 000	100% de los gastos totales sin impuestos
III. Convenios y contratos de servicios	990 000	100% de los gastos totales sin impuesto
IV. Inversiones, negocios y actividades productivas	1 500 000	100% de los gastos totales sin impuestos
V. Gastos de Operación	60 000	100% de los gastos totales sin impuestos
Sin asignación	320 000	-
TOTAL	3 200 000	

b) Algunas definiciones:

Por *bienes* se entiende vehículos, equipamiento, mobiliario, entre otros.

Convenios y contratos de servicios incluye, entre otros: convenios con universidades, asistencia técnica especializada, estudios y auditorías.

Por *capacitación* se entiende las actividades y material de apoyo dirigidas a: capacitación a población objetivo; asesores técnicos; y Organismo Responsable del proyecto; entre otros.

Por *inversiones, negocios y actividades productivas* se entienden actividades relacionadas con los planes de negocios e inversiones presentados por la población objetivo.

Por *Gastos de Operación* se entienden los gastos relacionados con la operación del Proyecto.

El detalle de estas definiciones se incluirá en el Manual de Operaciones.

2. *Financiación retroactiva.* Se podrán hacer retiros para gastos incurridos con anterioridad a la fecha de entrada en vigor del Proyecto, hasta por un monto total del equivalente a USD 500 000.

Documentos básicos de referencia

Documentos de referencia nacionales

- Plan Nacional de Desarrollo 2007-2012
- Programa Sectorial de Medio Ambiente y Recursos Naturales (2007-2012)
- Programa Institucional de la CONAFOR (2007-2012)
- II Censo de Población y Vivienda 2005. Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI)
- XII Censo General de Población y Vivienda 2000 (INEGI)
- Censo Agropecuario 2007, IX Censo Ejidal 2007 (INEGI)
- Documentos varios del PROCYMAF
- Diversos documentos operativos de la CONAFOR, entre otras las Reglas de Operación del programa ProÁrbol
- Ley General de Desarrollo Forestal Sustentable y Ley Agraria

Documentos de referencia del FIDA

- Informe de diseño del proyecto y expedientes principales – Programa sobre oportunidades estratégicas nacionales
- Procedimientos administrativos de evaluación ambiental del FIDA – Política del FIDA en materia de financiación rural – Política de focalización del FIDA – Plan de Acción del FIDA sobre Género

Marco lógico

Jerarquía de Objetivos	Indicadores de desempeño y objetivos (Indicadores en cursiva son RIMS)	Monitoreo y Fuentes de Información	Supuestos y Riesgos
<p>Objetivo del proyecto En el área de Proyecto, contribuir a generar opciones de ingreso para mejorar las condiciones de vida de las familias pobres (personas con derechos, vecindados y otros pobladores), mediante el manejo sustentable de los recursos forestales, con un enfoque de sostenibilidad ambiental y rentabilidad económica</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuye a mejorar el ingreso familiar en un 15% y con ello a reducir la malnutrición infantil. • 50% de las familias beneficiarias han incrementado sus bienes. • 10% de los planes locales son manejados por mujeres. • 45% de los planes locales han generado actividades económicas. • El Proyecto ha contribuido a fortalecer la capacidad organizativa de los ejidos y comunidades. • 10% de los grupos apoyados por el proyecto cuentan con mujeres en cargos directivos. 	<ul style="list-style-type: none"> • RIMS: encuestas iniciales, a medio término y finales • Línea de base del Proyecto. • Revisión de medio término y final • Informes de seguimiento y evaluación del Proyecto • Revisión y análisis de estadísticas oficiales • Actas de asamblea ejidal/comunitaria 	<ul style="list-style-type: none"> • La situación económica, política y social nacional y local es estable • No se presentan mayores cambios negativos en los mercados de los productos fomentados • El Gobierno da continuidad a las visión de desarrollo del sector forestal, destacando el papel de la silvicultura comunitaria. • Los cambios de administración en el Gobierno Federal no afectan el apoyo al Proyecto.
<p>COMPONENTE 1 – Capacidades para la organización, planeación, gestión local y cambio climático</p> <p>Resultado. Mejorar las capacidades de la población beneficiaria, en particular indígenas y mujeres, así como de los proveedores de servicios técnicos para un mejor acceso a los recursos públicos y una mayor inserción en los mercados y generar capacidades locales para atender los impactos de cambio climático.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 2 000 grupos (10% liderados por mujeres y por lo menos 10% por vecindados y otros pobladores) han formulado planes locales. • 30% de los grupos (10% liderados por mujeres) a través de sus planes han fortalecido sus capacidades técnicas, organizativas y de gestión para una mejor inserción en los mercados. • 200 técnicos comunitarios formados, 10% son mujeres • 10 proveedores de servicios (Asociaciones, ONGs, universidades, etc.) con mejores capacidades en desarrollo de negocios orientadas a servir a los pobres rurales 	<ul style="list-style-type: none"> • Línea de base del Proyecto • Informes de seguimiento y evaluación del proyecto • Estudios de la actividad económica local • Revisión de medio término y final • Seguimiento participativo para complementar las encuestas de impacto 	<ul style="list-style-type: none"> • No se considera de manera adecuada a las estructuras comunitarias y formas locales de gobernabilidad • Oferta de servicios técnicos no adecuada con la demanda • Se continúa promoviendo la igualdad de género • Se promueven actividades económicas ambientalmente sustentables
<p>COMPONENTE 2 – Proyectos y negocios forestales</p> <p>Resultado. Mejorar las oportunidades de generación de ingresos y empleo de las familias pobres, a través del financiamiento de emprendimientos económicos, viables y sostenibles. Incluyendo actividades específicas de atención al cambio climático. P.e. adaptación y mitigación.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 25% de los planes (10% manejados por mujeres) son elegibles para acceder a recursos públicos para financiar bienes y servicios a fin de emprender actividades económicas viables y sostenibles (aprovechamiento forestal, PFM, agroforestales, PSA, etc.) • 125 planes manejados por mujeres presentan un incremento anual del 10% en el valor de sus ventas. • 70% de los planes son comunitarios, 15% son vecindados y 15% son de otros pobladores. • 500 empleos directos generados por los planes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Línea de base del Proyecto • Informes de seguimiento y evaluación del proyecto • Estudios de la actividad económica local • Revisión de medio término y final • Seguimiento participativo para complementar las encuestas de impacto • Análisis de la prefactibilidad y factibilidad de los planes diseñados 	<ul style="list-style-type: none"> • No se trabaja de manera adecuada con las estructuras comunitarias y formas locales de gobernabilidad • Oferta de servicios técnicos no adecuada con la demanda • Se promueven actividades económicas ambientalmente sustentables • Se continúa promoviendo la igualdad de género
<p>COMPONENTE 3 – Fortalecimiento institucional y administración</p> <p>Resultado. Mejorar la eficiencia del gasto público de la Conafor, a través de la generación de metodologías que faciliten el acceso de las familias pobres a sus programas y recursos. Sistematizar experiencias de los logros del proyecto en materia económica, social y ambiental.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Los ejidos y comunidades y demás beneficiarios, han aumentado en 50% su presentación de solicitudes de apoyo a la Conafor y otros programas. • El presupuesto de la conafor destinado a los ejidos y comunidades con los mayores niveles de marginación se incrementa durante la vida del proyecto en un 20%. • 50 experiencias sistematizadas y difundidas de desarrollo de localidades pobres y sus pobladores al cierre de la ejecución del proyecto 	<ul style="list-style-type: none"> • Publicaciones y material de comunicación • Revisión y análisis del acceso de la población pobre a los programas de la Conafor (ProÁrbol) • Informes de los Gobiernos Estales y otras instituciones del sector forestal. • Informe anual de la Conafor • Información sobre foros, encuentros y otras acciones de difusión e intercambio de experiencias 	<ul style="list-style-type: none"> • Los cambios de administración en el Gobierno Federal no afectan el apoyo al proyecto • El personal de la UGP se dedica exclusivamente al proyecto • No se considera de manera adecuada a las estructuras comunitarias y formas locales de gobernabilidad • Se continúa promoviendo la igualdad de género

